

Russie-Europe : un regard empreint de méfiance

vendredi 15 octobre 2010, par [Céline BAYOU](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Céline BAYOU](#), **Russie-Europe : un regard empreint de méfiance**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 15 octobre 2010.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Géopolitique des relations Russie-Union européenne. User de l'arme énergétique, notamment comme d'un levier diplomatique, est quasiment un aveu de faiblesse de la part de Moscou : la Russie dépend du marché client européen mais aussi des techniques européennes, et elle doit éliminer le risque lié au transport des hydrocarbures. Beaucoup d'incertitudes pour un pays qui a retrouvé sa superbe grâce à la hausse des prix des hydrocarbures. Indéniablement, c'est cette augmentation des cours mondiaux de l'énergie qui, en rendant sa confiance à la Russie, l'a rendue moins encline à la coopération avec l'Europe communautaire, ou du moins à une coopération qu'elle juge inégale.

L'intransigeance de la Russie actuelle est liée à sa perception d'un partenaire européen qui a tenté de lui imposer ses valeurs sans contrepartie et d'une manière selon elle inadaptée et humiliante. Dès qu'elle s'est redressée, la Russie s'est éloignée du modèle libéral occidental pour s'orienter vers celui d'un Etat national fort. Il faudra un peu plus que les quelques discours techniques de D. Medvedev pour juger d'un véritable infléchissement. Dès lors, la Russie n'a plus vu l'UE comme un partenaire stratégique mais comme une menace pour ses ambitions en Europe.

ALORS QUE, formellement et dans leur contenu, les relations entre la Russie et l'Union européenne (UE) ont gagné en substance depuis vingt ans, le regard que porte la Russie sur l'Europe demeure ambivalent et empreint d'une certaine méfiance. Cette attitude traduit bien la difficulté qu'un pays peut rencontrer pour se positionner face à un partenaire dont l'identité, tout comme la sienne, est également multiple et en construction. Les deux partenaires se caractérisent en effet par une incertitude dans leur auto-définition : la Russie reste en proie à son interrogation pluriséculaire portant sur son européanité ; quant à l'Europe, elle n'est pas uniquement l'UE, pas non plus l'Occident. La Russie, en regardant l'Europe, se voit-elle comme dans un miroir ou observe-t-elle un Autre, exclusif et peu amène ?

Des frontières à dessiner, des portes à ouvrir

La question n'est pas nouvelle pour [la Russie](#) qui, dès le XVIIIe siècle, s'est employée à affirmer son européanité en définissant les limites symboliques du continent : mandaté par Pierre le Grand, le géographe Vassili Tatichtchev a tracé la frontière le long du fleuve et des Monts Oural, choix visant non pas tant à exclure ce qui se trouvait à l'est de cette limite qu'à inclure tout ce qui se trouvait à l'ouest dans la civilisation européenne, synonyme alors de modernité (jusqu'alors, les Européens plaçaient Moscou en Asie) . Depuis, la Russie n'a eu de cesse de s'interroger sur son rapport à l'Europe. Le tournant de notre siècle pose avec encore plus d'acuité cette question : quelle est la place de la Russie par rapport à l'UE/Europe et quel degré d'intégration le pays peut-il (veut-il) envisager dans cet ensemble qu'il craint de voir se transformer en une forteresse située à ses portes ?

Après une longue période durant laquelle l'URSS et la CEE se sont superbement ignorées, des tentatives ont été lancées à partir des années 1970 afin d'établir un partenariat finalement reconnu comme indispensable. Ce n'est pourtant qu'en juin 1988 qu'a été annoncée la reconnaissance mutuelle des deux entités, suivie en mars 1989 d'une déclaration établissant des relations officielles et, en décembre de la même année, de la signature d'un Accord de commerce et de coopération. En Russie soviétique, le débat sur l'européanité avait alors été

relancé -concomitant à l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, en 1985 -, sous la forme d'une opposition entre le mode de vie soviétique et le mode de vie européen ; la République socialiste soviétique de Russie se percevait alors comme intrinsèquement européenne, par opposition à d'autres républiques soviétiques, mais avait besoin de se débarrasser de ses oripeaux soviétiques. Porteur d'espoir, le premier Secrétaire du Parti communiste s'emparait alors du concept de Maison commune européenne (établissant une filiation avec le Général de Gaulle et faisant oublier que Leonid Brejnev avait lancé ce concept en 1981). Quelques années plus tard, en février 1996, la Russie adhère au Conseil de l'Europe et le ministre des Affaires étrangères de Boris Eltsine, Evguéni Primakov, évoquait à cette occasion un pas important vers une véritable unification de l'Europe. L'idée était reprise un an plus tard par le premier président de Russie, convoquant le vaste chantier d'une « nouvelle grande Europe, sans ligne de division ».

Le ton change avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, au début des années 2000. Il serait simpliste de n'y voir que l'effet de la rhétorique du nouveau maître du Kremlin. Moins faible, plus sûre d'elle, la Russie se redresse alors et entend désormais faire entendre sa voix ; celle-ci est certes arrogante mais elle exprime aussi une déception, qui n'a rien de nouveau mais se trouve renforcée par les évolutions en cours de l'UE. Guennadi Seleznev, alors président de la Douma, déclare ainsi en octobre 2000 : « Bien avant la période soviétique, l'Europe regardait la Russie comme une parvenue, une Cendrillon dont la place se trouvait au fond des cuisines enfumées de la civilisation occidentale. De son côté, la Russie méprisait du fond de son âme l'Europe, comme une belle-fille méprise une belle-mère hautaine ». De fait, il reprochait alors à l'Europe de n'avoir jamais, depuis le XVIIIe siècle et la tentative de Pierre le Grand, ouvert ses portes à la Russie. Cette idée d'une fenêtre ou d'une porte à peine entrouverte, du maintien d'un mur, de lignes de partage et de division entre Europe et Russie est une récurrence du discours russe. Elle est plus que jamais réactivée par un Vladimir Poutine qui cherche à redonner confiance à une Russie qui s'est jugée humiliée et rabaissée.

Des élargissements exclusifs

La Maison commune européenne si chère à M. Gorbatchev a bien fini par se construire, mais sans la Russie ; ce mouvement s'est traduit non par un rapprochement des deux parties mais par une avancée vers l'est de l'Europe. A tel point que les nouveaux Etats membres, après s'être pliés au diktat de la sacro-sainte reprise de l'acquis communautaire, se sont parfois demandé ce qu'ils allaient apporter à cette Europe figée dans son modèle. *De facto*, la Russie s'est sentie exclue de ce processus et repoussée. Là où l'on trouvait hier une ligne (séparant l'Est de l'Ouest), il y a aujourd'hui des espaces s'organisant dans un mouvement de recomposition régionale qui n'en finit pas de redessiner l'Europe. L'UE attire l'extérieur et se dilate par un phénomène de contamination ou d'exportation de ses normes et valeurs. Moscou a dû faire contre mauvaise fortune bon cœur et voir adhérer à l'UE des anciennes démocraties populaires mais aussi trois ex-républiques soviétiques (les Etats baltes). Si, avec les élargissements de 2004 et 2007, l'UE a basculé vers l'est, déplaçant alors son centre de gravité vers l'est et le nord-est, la Russie a bien compris alors que son ouest penchait encore plus vers l'ouest et elle a craint que cette pente ne la repousse, elle, plus à l'est, à la fois dans un isolement et un rejet qu'elle appréhende. Sentiment renforcé par le fait qu'elle perçoit l'UE à vingt-sept comme un partenaire plus agressif à son encontre qu'il n'était lorsqu'il réunissait quinze Etats de la « Vieille Europe ». Si l'élargissement est vécu comme une unification du

continent par les Européens de l'ouest, par les Russes il est perçu comme l'érection d'un nouveau mur.

Aujourd'hui, ce mouvement de recomposition du continent touche des territoires dont l'UE elle-même ne sait trop s'ils ont vocation à être intégrés (Ukraine, Biélorussie, Moldavie, voire Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie). L'Ukraine, par exemple, relève désormais de la frontière indirecte entre Russie et UE, balançant (on l'a vu encore lors de la dernière élection présidentielle en janvier 2010) entre l'influence de ces deux entités, entre l'attraction/répulsion de l'une et de l'autre. On assiste actuellement à un chevauchement de « l'étranger proche » des deux protagonistes, celui de la Russie et celui de l'UE s'élargissant. Les pays de l'entre-deux sont dès lors un enjeu. Dans l'imaginaire russe, cette frontière en devenir est perçue comme un instrument d'exclusion et de périphérisation. La Russie se voit reléguée dans le rôle de l'Autre. Le questionnement russe, en la matière, dépasse largement le cadre de sa perte d'influence, argument qu'elle peut de toute façon difficilement avancer, sous peine de se voir soupçonnée d'atavisme impérialiste ; en réalité, la question que ces élargissements ont posée avec acuité est bien celle de la place de la Russie par rapport à - ou dans - l'UE/Europe.

Les valeurs en lieu et place de la géographie

La classique influence normative de l'UE, que l'on a pu voir à l'œuvre, notamment, durant toute la période des négociations d'adhésion au début des années 2000, fonctionne parfaitement sur les pays qui ont donc vocation (ou du moins aspiration) à intégrer l'Union. Cette influence normative ne peut s'exercer sur la Russie puisque celle-ci, où prédomine une logique de puissance classique, n'a pas cette vocation, ni cette aspiration ; pour Moscou, l'UE n'incarne pas un modèle fascinant.

Lorsqu'elle abandonne l'idée que sa place en Europe serait déterminée par la géographie et qu'elle se penche sur l'argument des valeurs, la Russie s'éloigne parfois encore plus de l'Europe : une définition proposée de l'Europe consiste à la voir comme réunissant les Etats membres de l'UE et de l'OTAN et les pays qui pourraient en être membres s'ils le désiraient. Dès lors, la Russie ne serait donc pas européenne ! L'UE elle-même n'aide pas à trouver une réponse : le Traité de Maastricht (1992), reprenant l'article 237 du Traité de Rome (1957), affirme que « tout Etat européen peut en devenir membre », sans définir une seule fois le terme « européen ». D'où l'expression du dilemme russe, qui a pu constater, durant les procédures de reprises de l'acquis communautaire des pays candidats, combien l'Union se présentait comme un ensemble de règles et de normes : dès lors, la Russie peut-elle s'ouvrir à l'Europe sans perdre son identité ?

On a vu, au cours des vingt dernières années, s'exprimer le traditionnel complexe russe, imbrication ou alternance entre affirmation de puissance et sentiment d'infériorité. Lorsqu'ils dirigeaient l'URSS puis la Russie, M. Gorbatchev et B. Eltsine avaient en partage la conscience de la faiblesse de leur pays sur la scène internationale ; ils ont eu alors l'ambition de faire accepter celui-ci au sein de la « communauté » occidentale. L'Ouest, prenant avantage de cet aveu d'impuissance, en a profité pour stabiliser l'Europe autant que faire se pouvait. Notamment en élargissant l'OTAN en dépit des promesses du président américain George Bush qui s'était, en privé, engagé auprès de son homologue soviétique à ce que l'Alliance ne s'étende pas si l'URSS autorisait les démocraties populaires à s'émanciper .

Vladimir Poutine, lui, a vite changé de registre, affirmant dans un contraste saisissant la force retrouvée de la Russie. Au nombre des objectifs du nouveau maître du Kremlin, l'Ouest a vite compris qu'il devait compter avec celui qui consisterait à empêcher d'autres pays que les Etats baltes d'adhérer à l'Alliance atlantique. On a pu alors entendre de nouveaux discours (du moins jusqu'aux révolutions de couleurs), insistant sur l'égalité des partenaires, mettant en regard l'UE s'élargissant et la Russie avec sa CEI, et précisant qu'entre l'Union et la Russie il n'y aurait ni meneur, ni mené. La potentielle reprise des normes européennes a été ouvertement rejetée par V. Poutine, ne voyant aucune justification à l'application des valeurs communautaires dans une Russie dotée de sa voie propre... Le Président a eu quelque espoir, après le 11 septembre 2001, de voir en effet s'établir une nouvelle relation entre son pays et l'Ouest, dont l'Europe, par l'identification d'un ennemi commun. Mais la Révolution des roses en Géorgie (2003), la Révolution orange en Ukraine (2004), le projet américain d'installation en Pologne et République tchèque d'un bouclier anti-missile (2007), officiellement pour se protéger de la menace iranienne mais *de facto* déployé à la proximité de la frontière russe, la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo (février 2008) ou la guerre en Géorgie (août 2008) ont évincé ces espoirs d'une véritable relation d'égalité. Tout particulièrement, les tentatives de l'UE en vue de jouer un rôle concurrent de la Russie dans l'espace post-soviétique auraient, dans une certaine mesure, provoqué la prise de distance du partenaire russe. Le pays entend bien garder une partie de sa zone d'influence, ce qu'il a montré à maintes reprises (crises du gaz russe avec l'Ukraine, guerre en Géorgie, réticences à tout élargissement ultérieur de l'OTAN, etc.).

Il est trop tôt sans doute pour y voir un infléchissement de cette position, mais force est de noter néanmoins la nouvelle tonalité des déclarations de l'actuel président russe, Dmitri Medvedev : de plus en plus assimilé par les politologues russes à un « occidentaliste », le chef de l'Etat aurait actuellement tendance à exprimer le choix d'une voie plus européenne pour la Russie : peu de discours récents dans lesquels il n'évoque les « standards de vie européens » et de plus en plus d'appels lancés à ses ministres en vue d'appliquer les règlements techniques communautaires. A la fin de 2009, il s'est par exemple adressé à l'Assemblée fédérale et a demandé au gouvernement de V. Poutine de hisser les infrastructures du pays (routes, bâtiments, etc.) au niveau européen, dénonçant au passage très explicitement la réponse qui lui est généralement faite à propos de la « voie russe », belle excuse pour ne pas accélérer la modernisation. Pour le Président, la norme est européenne, de nouveau parce qu'elle est assimilée à la modernisation du pays : qu'il s'agisse de calculer le niveau des retraites, d'établir la consommation énergétique, de retenir les standards de transmission télévisée ou de déterminer le numéro de téléphone des services urgentistes, la référence est communautaire ! Tendance de fond, manipulation à destination de la scène politique interne et/ou internationale, poudre aux yeux, processus exclusivement technique ? Il est encore difficile d'en déduire quoi que ce soit dans un contexte politique russe particulièrement brouillé en ces temps de cohabitation déroutante entre le Président et son Premier ministre.

L'Alliance atlantique, trublion des relations avec l'Europe ?

Si, globalement, l'UE n'est pas ressentie comme une menace directe aux yeux de Moscou, en revanche, la perspective d'adhésion d'un Etat de l'entre-deux à l'OTAN provoque de grandes inquiétudes au Kremlin. On l'a constaté lors des précédents élargissements. La juxtaposition

faite par la Russie entre les deux institutions, UE et OTAN, résulte en partie de l'approche développée par les pays candidats eux-mêmes, qui ont eu tendance à voir dans la première une pourvoyeuse de *soft security*, seule la seconde étant jugée apte à leur apporter la *hard security* qui pourrait notamment les prémunir contre un nouveau danger venant de l'Est.

Complexe depuis le début des années 1990, la relation Russie-OTAN s'était récemment améliorée, avec la reprise d'un dialogue soutenu autour de quelques projets concrets (notamment la coopération en Afghanistan). C'est pourquoi l'adoption, en janvier 2010, par D. Medvedev, de la nouvelle doctrine russe de défense en a surpris plus d'un : elle place en effet l'élargissement de l'OTAN en toute première place sur la liste des menaces extérieures pesant sur la Russie (il est qualifié d'« atteinte à la sécurité nationale »). Le texte assimile à des menaces les revendications territoriales faites à la Russie et à ses alliés, les tentatives d'ingérence dans les affaires internes, les démonstrations de force militaire lors d'exercices d'entraînement menés sur des territoires attenants à ceux de la Russie ou de ses alliés, et ce à des fins qualifiées de provocation. Certes, l'OTAN n'est pas l'Europe mais l'absence de l'Europe en tant que telle sur ces sujets navre une Russie qui, du coup, présente comme idéal son traité sur la nouvelle architecture de sécurité en Europe (également élaboré par D. Medvedev), tout en fustigeant la faiblesse de l'OSCE. Il faut bien y voir la traditionnelle stratégie russe visant à instaurer de nouvelles divisions au sein des principaux forums de coopération (OSCE et OTAN) entre les Etats-Unis et l'Europe mais aussi une réaction de défense qui traduit une véritable incompréhension. Jugeant qu'elle a un droit de regard sur sa périphérie, qui relève, selon sa terminologie, de sa sphère d'influence, la Russie cherche à garantir ce droit par l'assentiment des Occidentaux, quitte à s'enfermer dans une doctrine que nombre d'observateurs russes jugent dépassée en ce qu'elle persiste à percevoir l'Ouest comme une menace. Quitte, d'ailleurs, à oublier où se cachent les vraies menaces (au Sud, à l'Est ?). Il conviendrait sans doute de réfléchir aux raisons qui ont pu mener à un tel entêtement.

« L'arme énergétique », pour qui et contre qui...

On le sait, la Russie est le premier fournisseur de gaz de l'UE (elle contribue à 44 % des importations communautaires de gaz et à 24 % de la consommation gazière totale ; on estime qu'elle détient entre 25 et 30 % des réserves mondiales de gaz). Elle est également un fournisseur essentiel de pétrole (contribuant à 30 % des importations communautaires et à 27 % de la consommation de pétrole de l'UE ; on estime qu'elle détient 45 % des réserves mondiales prouvées de pétrole, hors OPEP et Etats-Unis). Cette domination énergétique lui permet de dégager un excédent confortable et en constante augmentation dans ses échanges commerciaux avec l'UE. Mais la relation commerciale entre les deux partenaires reste très inégale, à deux égards : d'une part, parce qu'elle ne pèse pas du même poids pour chacun ; l'UE est en effet le premier partenaire commercial de la Russie. En 2005, elle absorbait 56,2 % des exportations russes et était à l'origine de 44,8 % de ses importations. Pour l'UE en revanche, le poids commercial de la Russie est bien moindre : la Russie est le troisième partenaire commercial de l'UE (après les Etats-Unis et la Chine). En 2008, la Russie n'a absorbé que 8 % des exportations de l'UE et lui a fourni 11,4 % de ses importations. D'autre part, parce que la structure par produits de ces échanges enferme la Russie dans un profil de « pétro-Etat » qui la cantonne d'autant plus dans cette position périphérique redoutée : 28 % des importations communautaires en provenance de Russie sont constituées de produits

énergétiques (2008). Mais ce sont 63 % des exportations pétrolières russes et 65 % de ses exportations gazières qui se dirigent vers l'UE. Ainsi, et V. Poutine l'a fréquemment rappelé, c'est bien plus la Russie qui est dépendante de la fiabilité de son client que l'UE qui est fragilisée par sa dépendance aux hydrocarbures russes.

Pourtant, les conflits gaziers qui se sont déroulés ces dernières années ont terni l'image de la Russie en Europe. Il n'est plus question de confiance aujourd'hui, dans une UE qui s'interroge sur les véritables desseins du Kremlin en matière énergétique. La réponse apportée par la Russie (V. Poutine, D. Medvedev et les dirigeants du secteur gazier parlent, en la matière, d'une seule voix) est univoque : la Russie ne cherche plus à plaire, elle est un Etat désormais autosuffisant qui conclut des partenariats sur la base de règles du jeu bien définies, conformes avant tout à ses propres intérêts économiques . Deux projets sont actuellement ardemment défendus par la Russie pour approvisionner l'Europe en gaz, qui pourraient couvrir la totalité des besoins (malgré la baisse actuellement observée de la demande, l'Agence énergétique internationale estime que les besoins de l'Europe en gaz doubleront d'ici 2020) : le *Nord Stream* et le *South Stream* ont vocation à éliminer le risque que font courir pour la sécurité des approvisionnements les pays de transit. Moscou tente du même coup de disqualifier les projets concurrents soutenus par l'Ouest (notamment le gazoduc Nabucco, qualifié de « chimérique et dépourvu de contenu » par le Kremlin). Mais, simultanément, la Russie développe une autre direction énergétique, vers l'Orient cette fois, alternative aux livraisons traditionnelles vers l'Europe. Cette politique pragmatique est un outil d'affirmation de puissance et de maîtrise à long terme de la stratégie énergétique du pays. Elle est officiellement justifiée par la volonté de choisir, parmi les clients, le plus offrant (on jugerait le pays peu inspiré de ne pas le faire !) et de réduire le risque auprès d'un client unique. En outre, la Russie a depuis quelques années repris la main face aux compagnies internationales désireuses d'exploiter les ressources naturelles de son sous-sol. Elle n'est pas la seule (le Venezuela fait de même) et ce mouvement dépasse largement le seul secteur des hydrocarbures puisqu'il concerne en fait toute la sphère des investissements étrangers.

On est donc là en présence d'un cas typique de nationalisme pétrolier et gazier qui répond à l'interrogation russe portée sur sa propre dépendance face aux hydrocarbures. Pour certains , l'accusation fréquemment portée contre la Russie de faire désormais systématiquement usage de « l'arme énergétique » dans sa relation à l'Europe revient à dire que le pays utilise cette arme contre lui-même puisque c'est lui qui est le plus dépendant ! Aux termes de ce raisonnement, la Russie aurait avant tout intérêt à se débarrasser de cette structure d'échanges extérieurs typique d'un pays en développement, facteur de faiblesse car soumis à trop d'aléas conjoncturels. Moscou l'a d'ailleurs exprimé à ses partenaires chinois lors des négociations énergétiques : la Russie vendra son pétrole à la Chine mais, en échange, elle veut acquérir des technologies nouvelles. Trop miser sur l'arme énergétique serait une stratégie de court terme. Le report de trois ans, récemment annoncé, de la mise en exploitation du champ gazier de Shtokman illustre bien cet argument : sous l'effet de la crise, de la baisse de la demande de gaz russe en Europe et de la réduction des importations américaines de GNL, Gazprom, qui détient 51 % de ce gisement, doit donc attendre des jours meilleurs avant de lancer l'un des plus vastes champs gaziers du monde (3 900 milliards de m³ de gaz naturel et de condensé). Car Shtokman est également l'un des gisements les plus onéreux à développer (15 milliards de dollars pour la première phase de développement) du fait de son positionnement, à 700 km des côtes, dans une région polaire. Gazprom a dû faire appel à Total (qui détient 25 % du gisement) et à Statoil (24 %) pour envisager de pouvoir exploiter le

gisement. On voit bien, à travers cet exemple, que la sécurité énergétique est un enjeu autant pour la Russie que pour l'Europe : la richesse de la Russie (et, partant, son arrogance) est attachée à un atout naturel loin d'être pérenne en réalité, et ce, quelles que soient les réserves prouvées ou estimées.

User de l'arme énergétique, notamment comme d'un levier diplomatique, est quasiment un aveu de faiblesse de la part de Moscou : la Russie dépend du marché client européen mais aussi des techniques européennes, et elle doit éliminer le risque lié au transport des hydrocarbures. Beaucoup d'incertitudes pour un pays qui a retrouvé sa superbe grâce à la hausse des prix des hydrocarbures. Indéniablement, c'est cette augmentation des cours mondiaux de l'énergie qui, en rendant sa confiance à la Russie, l'a rendue moins encline à la coopération avec l'Europe, ou du moins à une coopération qu'elle juge inégale.

L'intransigeance de la Russie actuelle est liée à sa perception d'un partenaire européen qui a tenté de lui imposer ses valeurs sans contrepartie et d'une manière selon elle inadaptée et humiliante. Dès qu'elle s'est redressée, la Russie s'est éloignée du modèle libéral occidental pour s'orienter vers celui d'un Etat national fort (il faudra un peu plus que les quelques discours techniques de D. Medvedev pour juger d'un véritable infléchissement). Dès lors, la Russie n'a plus vu l'UE comme un partenaire stratégique mais comme une menace pour ses ambitions en Europe.

Copyright 2010-Bayou/Agir

Cet article est extrait du n°41 de la revue Agir, "Recomposer l'Europe", Paris, Société de Stratégie, mars 2010. Ce numéro a été réalisé avec le concours de Pierre Verluise.

Plus :

La préface et le sommaire du n°41 de la revue Agir [Voir](#)

Le site *Regard sur l'Est* dont Céline Bayou est co-rédactrice en chef [Voir](#)

P.-S.

Chargée de cours à l'INALCO, rédactrice à la revue *Grande Europe* et co-rédactrice en chef de la revue *Regard sur l'Est* (www.regard-est.com).